

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 37.496/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 30 juin 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi "portant modification de certains aspects du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police", a donné le 6 juillet 2004 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Eu égard au délai raisonnable que l'Autorité se doit de respecter, ledit projet devrait être voté avant la clôture de la session parlementaire 2003/2004. C'est pourquoi, je sollicite le bénéfice de l'urgence. Je suis conscient que la publication de l'arrêt de la Cour d'arbitrage date du 25 septembre 2003 mais l'élaboration de ce projet a nécessité un certain temps, étant donné les nombreuses complexités qu'il recouvre et les nombreux soucis d'équilibre entre les différentes catégories de membre du personnel qui ont dû soigneusement être réétudiés."

Motivation de l'urgence

L'urgence est motivée en substance par la nécessité de donner suite dans un délai raisonnable à l'arrêt n° 102/2003 du 22 juillet 2003 de la Cour d'arbitrage qui a partiellement annulé le statut du personnel des services de la police intégrée, structurée à deux niveaux.

Comme l'exposé des motifs le reconnaît explicitement, certaines dispositions sont étrangères à cet arrêt. Il s'agit des articles 3, 4, 12, 22, 23, 26 à 30, 40, 4°, 41, 42 et 45.

L'urgence ne se justifie dès lors pas pour ces dispositions, qui devraient faire l'objet d'un projet distinct.

En conséquence, le Conseil d'État s'est abstenu de les examiner.

*

* *

.../...

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Fondement juridique

Dispositif

Article 2

Suivant la jurisprudence du Conseil d'État, section d'administration, l'article 11, § 2, alinéa 4, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie entraîne l'obligation de conférer aux fonctionnaires de police des services de police spéciale qui passent au corps opérationnel de la gendarmerie un grade leur permettant de conserver le cas échéant leur qualité d'officier de police administrative, de police judiciaire, ou d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi ⁽¹⁾.

Comme l'article 1^{er}, § 2, de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie conférait la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi aux membres du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie qui étaient revêtus au moins du grade de maréchal des logis-chef ou qui commandaient une brigade, la section d'administration a ainsi annulé l'arrêté ministériel qui conférait un grade inférieur à celui de maréchal des logis-chef à des membres du personnel qui, au moment de leur transfert à la gendarmerie, avaient la qualité, dans leur corps d'origine, d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi.

⁽¹⁾ Arrêt n° 97.061 du 27 juin 2001.

Il résulte de l'exposé des motifs que l'intention de l'auteur du projet est de conférer à la disposition de l'article 11, § 2, alinéa 4, de la loi du 2 décembre 1957, précitée, un caractère de disposition dérogatoire à celle précitée de la loi du 27 décembre 1973.

Mieux vaut le préciser dans le corps même du dispositif.

Articles 5, 40, 3°, 43, 44 et 46, 2°

Comme l'indique l'exposé des motifs, ces dispositions tendent à donner suite au point 9 du dispositif de l'arrêt n° 102/2003, qui annule

"L'article XII.VII.21 [de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, confirmé par l'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001], en ce qu'il exclut de son champ d'application tout agent de l'ancienne police communale."

Cette disposition prévoyait le commissionnement au grade d'inspecteur principal de police, des inspecteurs de police, qui, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du 30 mars 2001, précité, étaient désignés à la direction de la police judiciaire ou aux unités judiciaires déconcentrées, ce qui excluait de facto les anciens agents de la police communale, en ce compris ceux qui exerçaient des fonctions équivalentes à celles des membres du personnel désignés à la direction de la police judiciaire ou des unités judiciaires déconcentrées. Cette exclusion était, selon la Cour d'arbitrage, injustifiée.

Plutôt que permettre le commissionnement de ces membres de l'ancienne police communale, la loi en projet supprime le commissionnement prévu par l'article XII.VII.21 en abrogeant cette disposition.

Il appartient à l'auteur du projet de préciser davantage dans l'exposé des motifs l'objectif d'intérêt général qui justifie que, plutôt que d'étendre le champ d'application de l'article XII.VII.21 aux anciens agents de la police communale, il est jugé indispensable de supprimer ce commissionnement.

.../...

Article 6

Pour des motifs analogues à ceux ayant justifié l'observation formulée sous l'article 2, il y a lieu d'insérer, en tête de la disposition en projet, les mots "Par dérogation à l'article 138,".

La même observation vaut pour l'article 7.

Article 10

Selon l'exposé des motifs,

"L'article 10 du projet tend à apporter une réponse au fait que la Cour d'Arbitrage a annulé l'article XII.II.18 PJPOL «en ce qu'il intègre les inspecteurs et inspecteurs divisionnaires de l'ancienne police judiciaire dans le grade d'inspecteur principal de la nouvelle police»."

Il est à noter que pour le même motif et dans la même mesure, la Cour d'arbitrage a également annulé, par son arrêt n° 2/2004 du 14 janvier 2004, l'article 3 de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police.

Or, le présent projet ne tend pas à apporter des modifications à cet article 3, qui a pour objet de fixer les grades du corps opérationnel.

Il résulte des considérants de l'arrêt n° 102/2003, auxquels l'arrêt n° 2/2004 renvoie, que ce qui est essentiellement reproché à la législation, c'est d'avoir inséré les inspecteurs et inspecteurs divisionnaires de la police judiciaire dans un grade pour lequel un diplôme de niveau 2+ n'est pas requis, alors qu'un tel diplôme avait été exigé d'eux lors de leur recrutement dans la police judiciaire. Ils sont ainsi privés selon la Cour "de la possibilité de valoriser le diplôme dont ils sont porteurs".

.../...

Le grade d'inspecteur principal est un grade qui peut être acquis par promotion ou par recrutement. Dans ce dernier cas, les articles 16 et 17 de la loi du 26 avril 2002, précitée, précisent que le candidat doit avoir une spécialité particulière ou une spécialité d'assistant de police et ainsi être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat d'études requis pour la fonction concernée - dans le domaine des sciences sociales, de la psychologie ou de la criminologie pour la spécialité d'assistant de police - au moins équivalent à ceux pris en compte pour le recrutement aux emplois de niveau 2+ dans les administrations fédérales.

Pour répondre à l'arrêt n° 2/2004, le Conseil d'État se demande si le projet ne devrait pas être complété par une disposition insérant dans la loi du 26 avril 2002, précitée, une disposition transitoire précisant que par dérogation aux articles 3 et 16, les inspecteurs principaux portent le titre d'inspecteurs principaux avec spécialité particulière ou avec spécialité d'assistant de police lorsqu'ils sont titulaires d'un diplôme de niveau 2+ et que ce diplôme avait été requis lors de leur recrutement dans un service de police avant leur intégration dans le service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Certes, ce titre ne leur conférerait pas un grade distinct de celui d'inspecteur principal prévu par l'article 3 de la loi du 26 avril 2002, précitée, mais leur permettrait de porter un titre qui valorise leur diplôme.

Articles 11, 19, 35 et 36

Ces dispositions tendent à répondre au point 3 de l'arrêt n° 102/2003 qui annule l'article XII.II.25 PJPol

"... en ce qu'il intègre les commissaires judiciaires divisionnaires 1C dans le grade de commissaire de police".

.../...

Il ne saurait être déduit de cette annulation, sous peine de créer d'autres discriminations, que les commissaires judiciaires divisionnaires 1C doivent être nommés commissaires divisionnaires de la nouvelle police. Du point B.25.3.2. de l'arrêt, il ressort toutefois qu'il convient de leur conférer un grade distinct, hiérarchiquement supérieur à celui conféré aux commissaires judiciaires 1B.

L'article 11 crée un grade de "commissaire de police de première classe", mais le projet reste en défaut de le situer dans la hiérarchie. Pour répondre à cette critique, le projet devrait être complété par une disposition insérant dans la loi du 26 avril 2002, précitée, une disposition transitoire dérogeant à l'article 3 et plaçant les "commissaires de police de première classe" visés à l'annexe 11 de PJPol, telle que modifiée par l'article 11 du projet de loi, entre les commissaires divisionnaires et les commissaires de police.

Articles 13, 14, 16, 17, 21, 24, 25, 37 et 39

Ces dispositions tendent à fournir une réponse au point 7 du dispositif de l'arrêt n° 102/2003, qui annule

"L'article XII.VII.15, en ce qu'il fait bénéficier d'une promotion automatique au grade d'officier les membres de l'ancienne police judiciaire lauréats de l'examen au grade de commissaire judiciaire ou de commissaire de laboratoire".

Par ordonnance 23 mars 2004, la Cour d'arbitrage a constaté que

"L'arrêt précité contient une inexactitude évidente, dès lors que ce n'est pas l'article XII.VII.15 de l'arrêté royal du 30 mars 2001 confirmé qui fait bénéficier d'une promotion automatique au grade d'officier les membres de l'ancienne police judiciaire lauréats de l'examen au grade de commissaire judiciaire ou de commissaire de laboratoire"

et a envisagé de corriger l'arrêt en annulant purement et simplement l'article XII.VII.15.

La Cour d'arbitrage n'a pas à ce jour adopté d'arrêt rectificatif.

.../...

En l'absence de cet arrêt, la section de législation ne peut se prononcer sur le point de savoir si les dispositions prévues par le présent projet pour valoriser les brevets acquis avant l'intégration des services de police sont susceptibles ou non d'être considérées par la Cour d'arbitrage comme exemptes de discrimination.

Articles 18, 31, 32, 33, 34, 37 et 39

Ces dispositions prévoient deux régimes distincts, un valable pour les membres du personnel affectés à la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale, et un autre valable pour tous les autres membres du personnel.

Si la création de ces deux régimes n'est pas critiquable en soi, il appartient à l'auteur du projet de davantage justifier ce qui motive les différences entre les règles applicables dans chacun des deux régimes. La simple référence au "contexte" ou aux "spécificités" des corps d'origine est insuffisante à cet égard.

Article 40, 1° et 2°

Cette disposition tend à répondre au point 11 du dispositif de l'arrêt n° 102/2003, qui annule :

"L'article XII.XI.21, en ce qu'il ne fait pas bénéficier les membres de l'ancienne police judiciaire de l'allocation complémentaire qu'il instaure".

L'article XII.XI.21 octroie une allocation complémentaire à certains membres du personnel issus de l'ancienne gendarmerie et de l'ancienne police communale, sans l'octroyer aux membres de l'ancienne police judiciaire.

La Cour justifie comme suit son annulation :

.../...

"La Cour n'aperçoit pas - et le Conseil des ministres n'a pas davantage établi - ce qui justifie la différence de traitement...".

La loi en projet ne tend pas à octroyer purement et simplement l'allocation prévue par l'article XII.XI.21 aux membres de l'ancienne police judiciaire. Elle ne la leur confère que dans la mesure où, sans cette allocation, ils obtiendraient un traitement inférieur à celui de leurs collègues provenant de la gendarmerie ou de la police communale, augmenté de l'allocation en question.

Ce faisant, le projet ne supprime donc pas la différence de traitement jugée discriminatoire par la Cour. L'exposé des motifs gagnerait à mieux expliciter les raisons d'être de cette allocation et, en particulier, en quoi consiste "la problématique des tensions salariales entre les ex-BSR et le ex-Péjistes".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 37.496/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 30 juni 2004 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste vijf werkdagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van bepaalde aspecten van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten", heeft op 6 juli 2004 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In de brief met de adviesaanvraag luidt deze motivering aldus :

"Eu égard au délai raisonnable que l'Autorité se doit de respecter, ledit projet devrait être voté avant la clôture de la session parlementaire 2003/2004. C'est pourquoi, je sollicite le bénéfice de l'urgence. Je suis conscient que la publication de l'arrêt de la Cour d'arbitrage date du 25 septembre 2003 mais l'élaboration de ce projet a nécessité un certain temps, étant donné les nombreuses complexités qu'il recouvre et les nombreux soucis d'équilibre entre les différentes catégories de membre du personnel qui ont dû soigneusement être réétudiées."

Motivering van het verzoek om spoedbehandeling

Het verzoek om spoedbehandeling wordt in hoofdzaak gemotiveerd met de noodzaak om binnen een redelijke termijn uitvoering te geven aan arrest nr. 102/2003 van het Arbitragehof van 22 juli 2003, dat het statuut van het personeel van de diensten van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, gedeeltelijk heeft vernietigd.

Zoals in de memorie van toelichting uitdrukkelijk wordt erkend, houden sommige bepalingen geen verband met dit arrest. Het gaat om de artikelen 3, 4, 12, 22, 23, 26 tot 30, 40, 4°, 41, 42 en 45.

Het verzoek om spoedbehandeling is derhalve niet gerechtvaardigd voor deze bepalingen, die in een afzonderlijk ontwerp zouden moeten worden opgenomen.

Bijgevolg heeft de Raad van State ze niet onderzocht.

*

* *

.../...

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Rechtsgrond

Dispositief

Artikel 2

Volgens de rechtspraak van de Raad van State, afdeling Administratie, brengt artikel 11, § 2, vierde lid, van de wet van 2 december 1957 op de Rijkswacht de verplichting mee om aan de politieambtenaren van de bijzondere politiediensten die overgaan naar het operationeel korps van de rijkswacht een graad toe te kennen waarmee zij in voorkomend geval hun hoedanigheid van officier van bestuurlijke politie, van officier van gerechtelijke politie of van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, kunnen behouden ⁽¹⁾.

Aangezien artikel 1, § 2, van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, toekende aan de leden van het operationeel korps van de rijkswacht die minstens bekleed waren met de graad van opperwachtmeester of het bevel voerden over een brigade, heeft de afdeling Administratie aldus het ministerieel besluit vernietigd waarbij een graad beneden die van opperwachtmeester werd toegekend aan personeelsleden die bij hun overgang naar de

⁽¹⁾ Arrest nr. 97.061 dd. 27 juni 2001.

rijkswacht in hun korps van oorsprong de hoedanigheid hadden van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings.

Uit de memorie van toelichting blijkt dat het de bedoeling van de steller van het ontwerp is van de bepaling van artikel 11, § 2, vierde lid, van de voormelde wet van 2 december 1957 een bepaling te maken die afwijkt van de voornoemde bepaling van de wet van 27 december 1973.

Het is beter dit in het corpus zelf van het dispositief te preciseren.

Artikelen 5, 40, 3°, 43, 44 en 46, 2°

Zoals in de memorie van toelichting wordt aangegeven, hebben deze bepalingen tot doel uitvoering te geven aan punt 9 van het dictum van arrest nr. 102/2003, dat

"Artikel XII.VII.21 (vernietigt) (van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, bekrachtigd bij artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001), in zoverre het elk lid van de voormalige gemeentepolitie van zijn toepassingsgebied uitsluit."

Deze bepaling voorzag in de aanstelling, in de graad van hoofdinspecteur van politie, van de inspecteurs van politie die, op de datum van inwerkingtreding van het voormelde besluit van 30 maart 2001, aangewezen waren voor de algemene directie gerechtelijke politie of voor de gedeconcentreerde gerechtelijke eenheden, wat de facto de vroegere leden van de gemeentepolitie uitsloot, met inbegrip van degenen die een soortgelijk ambt uitoefenden als dat van de personeelsleden die aangewezen waren voor de algemene directie gerechtelijke politie of voor de gedeconcentreerde gerechtelijke eenheden. Volgens het Arbitragehof was die uitsluiting onterecht.

Veeleer dan de aanstelling van deze leden van de vroegere gemeentepolitie mogelijk te maken, schaft de ontworpen wet de aanstelling af waarin artikel XII.VII.21 voorziet, door deze bepaling op te heffen.

De steller van het ontwerp dient in de memorie van toelichting de doelstelling van algemeen belang te verduidelijken op grond waarvan kan worden gewettigd dat het onontbeerlijk wordt geacht deze aanstelling af te schaffen, veeleer dan het toepassingsgebied van artikel XII.VII.21 uit te breiden tot de vroegere leden van de gemeentepolitie.

Artikel 6

Om soortgelijke redenen als die welke ten grondslag liggen aan de opmerking gemaakt bij artikel 2, dienen, aan het begin van de ontworpen bepaling, de woorden "In afwijking van artikel 138," te worden ingevoegd.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7.

Artikel 10

Luidens de memorie van toelichting,

"(wil) artikel 10 van het ontwerp (...) gevolg geven aan de vaststelling dat het Arbitragehof artikel XII.II.18 RPPo1 heeft vernietigd "in zoverre het de inspecteurs en de afdelingsinspecteurs van de voormalige gerechtelijke politie integreert in de graad van hoofdinspecteur van de nieuwe politie".

Er dient op gewezen te worden dat het Arbitragehof om dezelfde reden en in dezelfde mate bij zijn arrest nr. 2/2004 van 14 januari 2004, ook artikel 3 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten, heeft vernietigd.

Met het onderhavige ontwerp worden evenwel geen wijzigingen aangebracht in dat artikel 3, dat strekt tot vaststelling van de graden van het operationeel korps.

.../...

Uit de overwegingen van arrest nr. 102/2003, waarnaar in arrest nr. 2/2004 wordt verwezen, blijkt dat hoofdzakelijk tegen de wet wordt ingebracht dat de inspecteurs en de afdelingsinspecteurs van de gerechtelijke politie daarbij ingedeeld zijn bij een graad waarvoor geen diploma van niveau 2+ vereist is, terwijl ze wel zulk een diploma moesten hebben toen ze werden aangeworven bij de gerechtelijke politie. Aldus wordt hun, volgens het Hof, "de mogelijkheid (ontzegd) om het diploma te valoriseren waarvan zij houder zijn".

De graad van hoofdinspecteur is een graad die verkregen kan worden door of door aanwerving. In dit laatste geval bepalen de artikelen 16 en 17 van de genoemde wet van 26 april 2002 dat de kandidaat een bijzondere specialisatie of een specialiteit van politie-assistent moet hebben, en bijgevolg houder moet zijn van een voor de betrokken functie vereist diploma of studiegetuigschrift - op het gebied van sociale wetenschappen, psychologie of criminologie voor de specialiteit politie-assistent - dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de indienstneming in de betrekkingen van niveau 2+ bij de federale rijksbesturen.

De Raad van State vraagt zich af of het ontwerp, wil daarmee tegemoet gekomen worden aan arrest nr. 2/2004, niet aangevuld moet worden met een bepaling waarbij in de genoemde wet van 26 april 2002 een overgangsbepaling wordt ingevoegd, waarin staat dat, in afwijking van de artikelen 3 en 16, hoofdinspecteurs de titel hoofdinspecteur met bijzondere specialisatie of met specialiteit politie-assistent dragen, wanneer ze houder zijn van een diploma van niveau 2+ en dat dit diploma vereist was bij hun indienstneming in een politiedienst voordat ze zijn opgenomen in de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Die titel zou hun weliswaar geen graad bezorgen die onderscheiden is van die van hoofdinspecteur, voorgeschreven in artikel 3 van de genoemde wet van 26 april 2002, maar biedt hun wel de mogelijkheid een titel te dragen die hun diploma valoriseert.

Artikelen 11, 19, 35 en 36

Deze bepalingen zijn bedoeld om tegemoet te komen aan punt 3 van arrest nr. 102/2003, waarbij artikel XII.II.25 RPPol vernietigd wordt

"... in zoverre het de gerechtelijke afdelingscommissarissen 1C integreert in de graad van commissaris van politie".

Uit die nietigverklaring kan niet worden afgeleid dat de gerechtelijke afdelingscommissarissen 1C benoemd moeten worden als hoofdcommissarissen van de nieuwe politie. Dat zou immers aanleiding geven tot discriminatie op andere vlakken. Uit punt B.25.3.2. van het arrest blijkt evenwel dat hun een onderscheiden graad moet worden toegekend, die hiërarchisch hoger is dan die welke aan gerechtelijke commissarissen 1B is verleend.

Bij artikel 11 wordt een graad "commissaris van politie eerste klasse" in het leven geroepen, maar in het ontwerp wordt verzuimd aan te geven welke plaats die graad in de hiërarchie bekleedt. Om die kritiek te ondervangen moet het ontwerp aangevuld worden met een bepaling waarbij in de genoemde wet van 26 april 2002 een overgangsbepaling wordt ingevoegd, die afwijkt van artikel 3 en de "commissarissen van politie eerste klasse", genoemd in bijlage 11 van de RPPOL, zoals gewijzigd bij artikel 11 van het wetsontwerp, tussen de hoofdcommissarissen en de commissarissen van politie plaatst.

Artikelen 13, 14, 16, 17, 21, 24, 25, 37 en 39

Deze bepalingen strekken ertoe een oplossing aan te reiken voor het probleem dat rijst door punt 7 van het dictum van arrest nr. 102/2003, waarbij vernietigd wordt :

"artikel XII.VII.15, in zoverre het de leden van de voormalige gerechtelijke politie die geslaagd zijn voor het examen voor de graad van gerechtelijk commissaris of van laboratoriumcommissaris een automatische bevordering tot de graad van officier laat genieten".

.../...

Bij beschikking van 23 maart 2004 heeft het Arbitragehof vastgesteld

"dat het voormelde arrest een klaarblijkelijke onnauwkeurigheid bevat, aangezien het niet artikel XII.VII.15 van het bekrachtigde koninklijk besluit van 30 maart 2001 is dat de leden van de voormalige gerechtelijke politie die geslaagd zijn voor het examen voor de graad van gerechtelijk commissaris of laboratoriumcommissaris een automatische bevordering tot de graad van officier laat genieten"

en het voornemen geuit het arrest te corrigeren door artikel XII.VII.15 zonder meer te vernietigen.

Het Arbitragehof heeft tot nog toe geen verbeterend arrest gewezen.

Doordat nog geen dergelijk verbeterend arrest is gewezen, kan de afdeling Wetgeving zich niet uitspreken over de vraag of de bepalingen van het voorliggende ontwerp tot valorisatie van de brevetten behaald voor de integratie van de politiediensten al dan niet door het Arbitragehof zullen worden geacht geen discriminatie in te houden.

Artikelen 18, 31, 32, 33, 34, 37 en 39

Bij deze bepalingen worden twee afzonderlijke regelingen ingevoerd : een voor de personeelsleden van de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie en een andere voor alle overige personeelsleden.

Hoewel tegen de invoering van deze twee regelingen op zich geen kritiek kan worden geuit, dient de steller van het ontwerp een uitvoeriger motivering te geven voor de verschillen tussen de regels die in ieder van beide regelingen van toepassing zijn. De loutere verwijzing naar de "context" of naar de "specificiteiten" van de korpsen van herkomst is in dit opzicht ontoereikend.

Artikel 40, 1° en 2°

Deze bepaling strekt ertoe een oplossing aan te reiken voor het probleem dat rijst door punt 11 van het dictum van arrest nr. 102/2003, waarbij vernietigd wordt:

"artikel XII.XI.21, in zoverre het de leden van de voormalige gerechtelijke politie niet de bij dat artikel ingestelde bijkomende toelage laat genieten".

Artikel XII.XI.21 kent een bijkomende toelage toe aan sommige personeelsleden afkomstig van de voormalige rijkswacht en de voormalige gemeentepolitie, zonder ze toe te kennen aan de leden van de voormalige gerechtelijke politie.

Het Hof geeft voor de vernietiging van dat artikel de volgende reden op :

"Het Hof ziet niet in - en de Ministerraad heeft evenmin aangetoond - wat het ... verschil in behandeling verantwoordt."

De ontworpen wet strekt er niet toe de toelage waarin artikel XII.XI.21 voorziet, gewoon aan de leden van de voormalige gerechtelijke politie toe te kennen. De wet kent hen die toelage alleen toe voorzover hun wedde zonder die toelage lager zou liggen dan het met de kwestieuze toelage verhoogde loon van hun collega's die uit de rijkswacht of de gemeentepolitie afkomstig zijn.

Op die manier wordt het verschil in behandeling dat door het Hof discriminerend is geacht dus niet weggewerkt door het ontwerp. In de memorie van toelichting zouden de bestaansredenen van die toelage beter moeten worden aangegeven en zou inzonderheid moeten worden uitgelegd waar "de problematiek inzake de loonspanningen tussen ex-BOBers en ex-GPPers" op neerkomt.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier .

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS